

Loïc CAZAUX

LES CAPITAINES DANS LE ROYAUME DE FRANCE

Guerre, pouvoir et justice au bas Moyen Âge



PARIS
HONORÉ CHAMPION ÉDITEUR
2022

Diffusion hors France: Éditions Slatkine, Genève

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Abréviations	10
Avertissement	11
Préface	13
Introduction	17

PREMIÈRE PARTIE

ÊTRE CAPITAINE : LES CADRES NORMATIFS ET JUDICIAIRES DE L'OFFICE

Chapitre I – La guerre et les capitaines dans les sources	43
Section I. Les sources législatives	44
<i>A. Les actes relatifs à la guerre et à l'armée dans les recueils d'ordonnances royales</i>	44
1. La constitution du premier grand corpus d'ordonnances sur la guerre par la monarchie	45
2. La guerre menée par l'armée du roi : une nouvelle catégorie législative	47
<i>B. La publication et l'enregistrement de la réglementation royale sur la guerre</i>	50
1. La publication des ordonnances sur la guerre dans le royaume	51
2. L'enregistrement des ordonnances sur la guerre	55
<i>C. Les archives et la conservation des ordonnances royales sur la guerre</i>	59
Section II. Les sources de la pratique judiciaire et comptable	63
<i>A. Les registres du Parlement de Paris</i>	64
1. Le Parlement, clé de voûte de l'appareil judiciaire royal	64
2. Les capitaines et les officiers royaux face au Parlement	67
<i>B. Les lettres de rémission et d'abolition</i>	72
1. L'octroi de la grâce royale	72
2. Gracier les capitaines	73
<i>C. Les justices princières, seigneuriales et les villes face aux capitaines</i>	75
1. Les justices princières	76
2. Le roi, les justices seigneuriales et les villes	78

<i>D. L'apport des coutumiers à la théorie judiciaire sur la guerre</i>	82
1. La coutume et la réglementation royale portant sur la guerre	82
2. Les compilations juridiques de la seconde moitié du XIV ^e siècle	84
<i>E. Les pièces issues de la Chambre des comptes</i>	86
1. L'état des sources comptables	86
2. Réseaux politiques et liens de sociabilité militaire	87
Section III. Les sources théoriques et littéraires	89
<i>A. Les chroniques et textes littéraires</i>	89
1. L'idée de la guerre et les combattants dans les chroniques et la littérature	89
2. Chroniques et appartenances politiques	91
<i>B. Les traités militaires</i>	92
1. Le modèle romain : théoriser la tactique et la stratégie	92
2. La réflexion juridique sur les modalités de conduite de la guerre en France et en Italie	94
3. Le regard des gens d'armes : théorie et expérience de la guerre	99
<i>C. Les traités politiques</i>	101
1. Guerre juste, guerre et bien commun	102
2. Guerre, pouvoir royal et réforme du royaume : le fait militaire dans la morale politique	104
Chapitre II – L'office de capitaine et la défense du royaume	109
Section I. Les capitaines : genèse d'un office royal	110
<i>A. Être capitaine sous les derniers Capétiens : la fonction avant l'office</i>	111
1. Le témoignage des chroniques et textes littéraires du XIII ^e au début du XIV ^e siècle	112
2. Les capitaines dans l'ost royal au tournant des XIII ^e et XIV ^e siècles	116
3. La surveillance des frontières : les capitaines de villes et places fortes	121
<i>B. Les cadres territoriaux de défense du royaume</i>	126
1. Les limites du royaume et la notion de frontière au tournant des XIII ^e et XIV ^e siècles	126
2. Le contrôle territorial : les bailliages/sénéchaussées et le réseau de forteresses du royaume	131
3. L'encadrement militaire des communautés locales : châtellenies et « bonnes villes »	138

Section II. Le développement institutionnel de l'office de capitaine aux XIV^e et XV^e siècles	146
<i>A. L'ordonnance de 1317 : l'émergence institutionnelle de l'office de capitaine</i>	147
1. Les dispositions réglementaires de l'ordonnance du 12 mars 1317 sur les capitaines de ville	147
2. Contrôle militaire et relations politiques : l'intégration institutionnelle des capitaines au dispositif de défense territoriale . . .	151
<i>B. Les capitaines généraux pendant la guerre de Cent ans</i>	157
1. Les capitaines généraux dans le dispositif de défense territoriale . . .	158
2. Prérogatives de l'office de capitaine général	160
<i>C. Les capitaines de ville et de forteresse pendant la guerre de Cent ans</i>	161
1. La procédure de nomination et ses implications politiques	162
2. Institution et rémunération	168
3. Attributions de l'office et fonction des capitaines de places fortes dans le dispositif de défense territoriale	171
<i>D. Les capitaines de gens d'armes et de trait pendant la guerre de Cent ans</i>	179
1. Le commandement du capitaine de compagnie	180
2. Servir le roi et sa guerre : la retenue	181
 Chapitre III – Réguler l'usage de la force armée dans le royaume . . .	185
 Section I. Le dispositif réglementaire	186
<i>A. Le contrôle des gens de guerre au sein de l'armée</i>	186
1. Obligations de service et congés aux XIV ^e et XV ^e siècles	187
2. Le serment de fidélité et le lien d'obéissance entre le capitaine et le roi	190
3. Le contrôle disciplinaire de l'armée d'après le corpus théorique : une source pour la réglementation ?	196
<i>B. Le contrôle de la violence armée dans le royaume : synthèses et innovations</i>	205
1. La violence armée contre les « non-combattants » jusqu'au XIV ^e siècle : héritages et permanences normatives	206
2. Réguler les pillages : le droit de prise et la répression de la roberie	214
3. Codification et synthèses législatives : le développement d'une hiérarchie pénale dans la réglementation militaire ?	220
Section II. La justice face à la guerre	225
<i>A. Les justices ordinaires et le Parlement</i>	225
1. Les bailliages et sénéchaussées	226
2. Le prévôt de Paris et le Châtelet	229
3. Le Parlement de Paris	237

<i>B. Les justices militaires</i>	243
1. Le connétable de France	244
2. Les maréchaux de France	248
3. Le prévôt des maréchaux de France	252

DEUXIÈME PARTIE
EXERCER L’OFFICE DE CAPITAINE :
PRATIQUES MILITAIRES ET POUVOIR LOCAL

Chapitre IV – L’implantation locale des capitaines : villes et garnisons	261
Section I. Le contrôle de la défense urbaine	261
<i>A. Bonnes villes et fortifications</i>	262
1. Les capitaines face à la communauté urbaine : des responsabilités limitées ?	264
2. Des intermédiaires politiques et institutionnels entre la ville et la monarchie	268
<i>B. La supervision du guet et de la garde de la ville</i>	271
1. Les ressources militaires propres à la ville	272
2. Armement et contrôle du port d’armes	274
3. Représenter la communauté en temps de guerre	276
Section II. Les relations du capitaine avec la communauté urbaine	280
<i>A. Pouvoir militaire et contrôle politique des communautés</i>	281
1. Contrôler le gouvernement urbain ?	281
2. Jurer sa fidélité	283
3. Un droit à la représentation ? Les conflits autour du choix des lieutenants	285
<i>B. Réguler la présence militaire en ville</i>	287
1. Une charge pour la communauté urbaine	287
2. Gens d’armes et ordre public : contraintes judiciaires et stéréotypes moraux	289
3. Négocier avec la monarchie les conditions de l’implantation militaire	295
<i>C. S’exempter de capitaine et de garnison : le cas de Troyes</i>	297
1. L’exemption de capitaine à Troyes : justice royale et aléas militaires	298
2. Les mutations de 1429 et la dépendance de la ville envers la monarchie	300
3. Obtenir un capitaine : la nomination de Jehan Le Champenois (1433)	303

Section III. Information politique et contrôle de l'ordre public	304
<i>A. Défendre les intérêts de la ville : capitaines et réseaux politiques</i>	305
1. Les capitaines dans les réseaux politiques royaux et princiers	305
2. Capitaines et information politique	307
3. Guerre et circulation de l'information : les villes face aux officiers royaux	311
<i>B. Surveiller les suspects : prisonniers de guerre, prisonniers politiques</i>	315
1. Le contrôle militaire des suspects et des étrangers	315
2. Les capitaines et le contrôle de l'ordre public en ville	317
3. L'arrestation et le jugement des prisonniers : une source d'excès ?	321
 Chapitre V – Les capitaines face aux communautés locales : pillages, guerres et frontières	 329
 Section I. Piller et dominer : le contrôle militaire de l'espace et des biens	 332
<i>A. De la Picardie à la Lorraine : les capitaines sur les frontières septentrionales et orientales</i>	 335
1. De la Picardie à la Champagne (1420-1433)	335
2. De la Champagne au Barrois : Eustache de Warnencourt et La Hire (1423-1429)	340
<i>B. Du Lyonnais à la Guyenne : un capitaine entre ses réseaux, Rodrigue de Villandrando (1427-1439)</i>	 345
1. Au service militaire du roi et des princes	345
2. Du Lyonnais au Berry, de la région parisienne au Languedoc	352
Section II. Les communautés locales face aux capitaines du plat pays : de la résistance armée à la régulation judiciaire	 357
<i>A. Oppositions armées et contrôle militaire de l'arrière-pays</i>	 358
1. Lyon, entre Bourgogne et Bourbonnais	359
2. Reims, Troyes et la Champagne	362
<i>B. Vers le contrôle judiciaire de la violence armée : pillages et dialogue politique avec la monarchie</i>	 368
1. Lyon	369
2. Reims	371
3. Troyes	377
<i>C. Pillages, justice et enquêtes : une comparaison entre les villes et les princes</i>	 381
1. « Que justice soit faite » : les exigences judiciaires en Champagne	381
2. Oppositions militaires, rhétorique judiciaire et intérêts politiques : du duché de Bar au duché de Bourgogne	384

Chapitre VI – Préserver l’ordre public : l’action locale des juridictions royales	393
Section I. Le contrôle judiciaire des capitaines en Champagne, Saintonge et Poitou : un enjeu politique et normatif pour Charles VII	395
A. <i>Maintenir l’ordre public et pacifier le royaume : la coercition judiciaire royale contre les capitaines dans les provinces frontalières (1437-1446)</i>	395
1. Appliquer la réglementation et fonder l’exemplarité : les actions judiciaires royales et leurs antécédents législatifs (1437-1440)	396
2. La poursuite des actions judiciaires en Poitou/Saintonge après la révolte de la Praguerie (1446-1447)	403
B. <i>Les lendemains de la Praguerie : expéditions militaires et manifestations judiciaires du pouvoir royal (1441-1442)</i>	407
1. La campagne militaire royale en Champagne et l’exécution du bâtard Alexandre de Bourbon (1441)	408
2. La campagne militaire royale en Saintonge et la soumission des capitaines locaux : Jacques de Pons, Guy de La Roche, Maurice de Plusqualec (1442)	416
Section II. Le procès des frères Plusqualec : les capitaines, l’ordre public et la lèse-majesté (1442)	424
A. <i>La chute des Plusqualec à Taillebourg : de l’implantation militaire à la condamnation royale</i>	424
1. L’enracinement des capitaines bretons dans la basse vallée de la Charente	426
2. Taillebourg, entre legs et don : une baronnie convoitée	429
B. <i>Condamner les Plusqualec : les assemblées armées illicites et le crime de lèse-majesté</i>	432
1. Mobilisation de la force armée et crime politique : l’héritage de la guerre civile	433
2. Les juridictions locales et la régulation de la violence armée : l’interrogatoire des frères Plusqualec à La Rochelle	439
Section III. Les inflexions de la justice militaire : la prévôté des maréchaux et le maintien de l’ordre public d’après les procédures de Tristan L’Hermite	449
A. <i>L’extension des pouvoirs du prévôt des maréchaux au-delà de la seule sphère militaire : préserver les droits du roi et l’ordre public</i>	450
1. Usage de la force armée et lèse-majesté : les prérogatives de Tristan L’Hermite sous Charles VII	451
2. Le développement de l’action du prévôt des maréchaux après la guerre du Bien public : ordre public et ordre politique	455

<i>B. Des moyens d'action concertés : la coopération entre les juridictions royales pour réprimer la violence armée dans la vallée de l'Eure (1471-1472)</i>	460
1. Les causes de l'affaire : contrôler la navigation sur l'Eure, un enjeu royal et seigneurial	461
2. Des actions judiciaires complémentaires : les juridictions locales et la prévôté des maréchaux	464

TROISIÈME PARTIE

PROMOUVOIR LA FIDÉLITÉ, AFFIRMER LA MAJESTÉ : LES CAPITAINES, LE PARLEMENT ET LA GRÂCE

Chapitre VII –Les capitaines, le Parlement et la violence armée	473
Section I. Ajourner les capitaines	474
<i>A. Les capitaines devant la chambre criminelle du Parlement</i>	475
1. Les capitaines devant la cour : ajournement et statut militaire	476
2. L'enracinement local des affaires jugées et le profil des demandeurs	479
3. Les relations entre le Parlement et la Connétablie de France	482
<i>B. Comparution et essoines</i>	491
1. L'exigence de comparution personnelle	491
2. Les essoines	494
<i>C. Emprisonner le capitaine : les solidarités locales face au Parlement</i>	498
1. Arrestation et emprisonnement, cautions et plèges	499
2. Le déclinatoire de clergie	504
Section II. Juger les capitaines	508
<i>A. Cerner le capitaine : information, enquête et réseaux</i>	509
1. Information et enquête au Parlement	509
2. Dénouer les réseaux	516
<i>B. Les crimes des capitaines : discours judiciaires et références pénales</i>	519
1. Le principe de responsabilité du capitaine devant la justice royale	519
2. Incriminer le capitaine : identité, office et normes dans les plaidoiries	522
3. Réguler les pratiques militaires et réformer les comportements : une typologie des crimes et « excès » des capitaines	528
4. Les gens du roi face aux capitaines : la norme royale, les crimes et les peines	532

Chapitre VIII – Un capitaine entre faveur et défaveur : le procès politique d’Antoine de Chabannes au Parlement de Paris	541
Section I. Les fondements politiques du procès : les choix de fidélité d’un capitaine de Charles VII	543
<i>A. Construire sa carrière et s’attirer la faveur : l’ascension d’Antoine de Chabannes sous Charles VII</i>	544
1. Des premiers faits de guerre à la révolte de la Praguerie : les réussites d’un capitaine	545
2. Incertitudes puis succès politiques aux lendemains de la Praguerie : rester en la faveur du roi	550
<i>B. Le rejet de la révolte : la conspiration avortée et le choix du roi contre le dauphin</i>	557
1. Mobiliser la force contre le roi et son conseil : le complot du dauphin et l’information judiciaire royale (1446)	558
2. Les jeux de la faveur princière et royale : contrôler les capitaines ?	565
3. La chute du capitaine : l’avènement de Louis XI et les préludes au procès	570
Section II. Le capitaine, le Parlement et la lèse-majesté	576
<i>A. Accuser</i>	577
1. Le choix du Parlement de Paris	579
2. Vers la condamnation : l’ajournement et l’arrestation de Chabannes	585
3. Les interventions du roi dans le cours de la procédure	591
<i>B. Condamner</i>	594
1. Dénoncer publiquement le faux : la lacération de la déposition de 1446	594
2. Exalter la majesté : le capitaine face au dauphin et au roi	596
3. Exclure du corps social et politique : la confiscation des biens et le bannissement	604
4. Le don des biens confisqués : redistribuer les émoluments de la faveur royale	612
Chapitre IX – Rallier et pardonner : les capitaines face à la grâce royale	619
Section I. Pardonner aux capitaines et gens de guerre : les caractères de la grâce et son utilisation par Charles VII	622
<i>A. La guerre et les espaces de la grâce : essai de comparaison entre le Poitou, la Loire, la Gascogne et le Languedoc</i>	622
1. Perspectives générales	623
2. Les écarts entre les provinces et la prépondérance du centre-ouest du royaume	624

<i>B. La guerre et les rythmes de la grâce : chronologie comparée</i>	628
1. Du milieu du XIV ^e siècle à la guerre civile	628
2. Le règne de Charles VII	630
Section II. Les implications politiques et militaires de l'abolition	
sous Charles VII	636
<i>A. Les fondements politiques et judiciaires de l'abolition</i>	
<i>en temps de guerre sous Charles VII</i>	636
1. Les caractères généraux de l'abolition	637
2. Exalter la fidélité et le service du roi	641
3. La procédure d'entérinement des lettres de grâce :	
rémision et abolition	645
<i>B. L'abolition octroyée aux capitaines et gens d'armes ou l'usage</i>	
<i>circonspect de la grâce par le roi (1445-1448)</i>	647
1. L'abolition générale de 1445	648
2. Pacifier le Poitou : abolir le souvenir de la Praguerie	
(1445-1448)	656
Section III. Le règne de Louis XI : les capitaines et la grâce	
aux lendemains de la guerre du Bien public	662
<i>A. Grâce, guerre et révolte sous Louis XI</i>	662
1. Caractères généraux et perspectives chronologiques	663
2. La grâce face à la réglementation militaire royale	666
<i>B. Pacifier le royaume après la guerre du Bien public :</i>	
<i>révolte et abolition</i>	669
1. Les liens entre crime politique et abolition royale	669
2. La révision du procès d'Antoine de Chabannes : grâce royale	
et restitution des biens	675
Conclusion	683
Sources	693
Sources manuscrites	693
Sources imprimées	700
Bibliographie	711
Annexes	767
Registres criminels du Parlement de Paris et du Parlement de Poitiers	
(1411-1448). Transcriptions des plaidoiries de procès impliquant	
des capitaines (A.N. X2a 17 – A.N. X2A 24)	769
Procès criminels de Maurice de Plusqualec et de son oncle Henri	
de Plusqualec, extraits des registres de plaidoiries du Parlement	
de Poitiers et du Parlement de Paris (1431-1457)	913

Juridictions militaires : extraits des procédures criminelles menées par Tristan L’Hermitte, prévôt des maréchaux de France, sous Louis XI	945
Les capitaines et la grâce royale : liste des lettres de rémission et d’abolition octroyées à des capitaines et gens de guerre en Loire moyenne, Poitou, Gascogne, Languedoc et Rouergue (mi-XIV ^e – fin XV ^e siècle)	963
Index des noms de personnes	985
Index des noms de lieux	997
Table des matières	1005